

Approche critique du corpus

1. Présentation générale du corpus

Le corpus réunit six documents produits dans le cadre d'un projet d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Deux grandes thématiques s'y croisent :

- **Le rapport entre information et pouvoir**, étudié dans un premier dossier consacré à la surcharge informationnelle et dans un deuxième dossier sur l'« empowerment » (empowerment) individuel et collectif.
- **Les pratiques participatives et la veille citoyenne**, abordées à travers un essai sur l'Auftragstaktik et la participation citoyenne, un guide pratique pour structurer un réseau de veille citoyenne, un rapport de veille stratégique sur les mouvements participatifs en FWB et une analyse sur l'inclusion et les perspectives de la veille citoyenne.

L'ensemble offre une réflexion articulée : d'un côté, les effets psychologiques et sociaux d'un trop-plein d'information sont analysés comme un phénomène délétère qui fragilise les capacités d'attention, de mémorisation et de décision; de l'autre, l'accès à une information de qualité est présenté comme une condition de l'autonomie individuelle et de la mobilisation collective. Des travaux de sciences sociales, des exemples historiques (Printemps arabe, Black Lives Matter, Convention Citoyenne pour le climat) et des références à Foucault, Bentham ou Zuboff nourrissent ces analyses. Enfin, plusieurs textes proposent des pistes méthodologiques pour renforcer la participation citoyenne et développer des réseaux de veille en FWB.

2. Forces et apports des documents

2.1. Une réflexion systémique sur l'information

Le dossier sur la surcharge informationnelle montre la complexité des impacts cognitifs, psychologiques et sociaux de l'infobésité. Il souligne par exemple que la multiplication des sources d'information et la course à l'attention produisent une uniformisation des contenus et une perte de qualité, que la surcharge cognitive nuit à la mémoire et à la prise de décision et qu'elle favorise des comportements d'addiction ou, à l'inverse, de « détox » et de retrait. La dimension collective est également explorée, avec des liens entre infobésité, propagation des rumeurs, polarisation et défiance envers les médias.

Le dossier « La place de l'information dans l'empouvoirement individuel et le pouvoir d'agir collectif » complète utilement cette perspective en rappelant que les données brutes doivent être interprétées pour devenir de l'information et de la connaissance. Il montre comment l'accès à l'information renforce l'agentivité des individus, en citant l'exemple de l'émancipation des femmes ou de la capacité à défendre ses droits, et discute des inégalités d'accès, de la désinformation et des asymétries de pouvoir. Sont abordées les dérives de l'information comme instrument de contrôle (censure et surveillance), ce qui évite une vision naïve de l'information et relie la réflexion à la théorie foucauldienne du panoptique.

2.2. Des passerelles entre théorie et pratiques participatives

L'essai sur l'Auftragstaktik illustre comment un concept de commandement militaire peut inspirer la gouvernance participative. L'autonomie, la responsabilité et la confiance au sein d'un groupe sont présentées comme des conditions indispensables pour permettre des décisions décentralisées. L'auteur montre que la démocratie participative peut s'inspirer de ce modèle : un mandat clair et une « intention du commandement » orientent l'action, mais la mise en œuvre est déléguée aux acteurs de terrain. Les études de cas (Convention Citoyenne pour le climat en France, Conseil citoyen d'Ostbelgien) fournissent des retours d'expérience concrets montrant l'efficacité de cette approche pour mobiliser l'intelligence collective.

Le guide pour développer un réseau de veille citoyenne et le rapport de veille stratégique sur les mouvements en FWB traduisent ces principes en plans d'action concrets : cartographier les acteurs existants, constituer un collectif pilote, élaborer une charte de gouvernance, renforcer les compétences des participants et développer des outils collaboratifs. Ces documents insistent sur l'importance d'une information partagée comme bien commun, de la redevabilité démocratique et de la transformation des citoyens passifs en acteurs de proposition. Ils identifient aussi les principaux obstacles (complexité administrative, manque de ressources, fracture numérique).

Enfin, la note sur la veille citoyenne en FWB ajoute une dimension critique en soulignant les enjeux d'inclusion, de lutte contre la désinformation et d'appropriation des savoirs. Elle propose des formats innovants (magazines participatifs, plateformes numériques, ateliers cartographiques) pour dépasser les limites des publics habituels.

2.3. Une valorisation des licences libres et des pratiques collaboratives

Les textes insistent à plusieurs reprises sur l'importance de l'open source et de l'accès libre aux informations collectées. Le guide recommande d'opter pour des licences libres (Creative Commons) et de publier les analyses sous forme de données ouvertes. Il encourage également l'usage d'outils open source pour la collaboration (wikis, dépôts Git) et la documentation des travaux de veille. Cette orientation est cohérente avec la volonté d'émancipation par l'information et constitue une force pour assurer la transparence et la reproductibilité des démarches.

3. Limites et points de vigilance

3.1. Un corpus orienté vers une vision normative

Les documents portent un discours militant en faveur de l'empouvoirement citoyen. L'information y est présentée comme un levier d'émancipation et la participation comme intrinsèquement bénéfique. Toutefois, cette approche normative minimise certaines contradictions :

- Les dossiers mettent peu en question le fait que l'information suffirait à déclencher une action éclairée. Or, le dossier lui-même reconnaît que trop d'information peut désorienter et démobiliser, et que la connaissance implique une appropriation qui dépasse le simple accès. La dimension éducative (développer la littératie informationnelle) est mentionnée mais reste sous-développée dans le plan d'action.
- La responsabilité individuelle est fortement mise en avant (dans l'Auftragstaktik et la veille citoyenne). Le modèle « commande par mission » appliqué à la citoyenneté repose sur l'idée que les citoyens auront la compétence, le temps et la motivation nécessaires pour traiter des

dossiers complexes. Or, le guide reconnaît que la complexité administrative, le manque de compétences et la fracture numérique constituent des obstacles majeurs. Il aurait été utile de discuter plus longuement des moyens concrets (financements, formations longues, médiateurs) pour lever ces freins.

- La plupart des exemples proviennent d'Europe occidentale et de milieux sociopolitiques relativement favorisés (conventions citoyennes, budgets participatifs bruxellois). Les mécanismes de participation décrits peuvent ne pas être adaptés à toutes les catégories de population, en particulier les personnes peu alphabétisées ou précaires. Le dossier sur la veille citoyenne note que l'inclusion nécessite des supports en langage clair, des traductions et des dispositifs non numériques, mais ces recommandations restent générales et manquent d'évaluation empirique.

3.2. Des références scientifiques hétérogènes et parfois discutables

Le dossier sur l'infobésité cite des chiffres spectaculaires (chute de 10 points de QI sous l'effet des notifications, perte de 40 % de productivité due au multitâche). Cependant, il ne fournit pas toujours les sources d'origine ni d'éléments critiques sur la méthodologie des études. De même, l'affirmation selon laquelle 64 % des articles en ligne seraient du « copié-collé d'agence » mériterait d'être vérifiée. Si ces chiffres sont repris d'articles de presse, ils doivent être mobilisés avec prudence.

Dans le dossier sur l'empowerment, la narration historique (des Lumières aux fake news) est foisonnante mais souffre d'un manque de hiérarchisation. Des concepts clés comme « asymétrie informationnelle » ou « données/Information/connaissance » sont correctement définis, mais les passages sur la désinformation et la censure amalgament des situations très différentes (propagande d'État, campagnes de Cambridge Analytica, modération des plateformes) sans toujours distinguer ce qui relève d'une stratégie politique concertée et ce qui relève de dysfonctionnements algorithmiques. Une analyse plus fine des contextes (par exemple, différences entre régimes autoritaires et démocraties) aurait renforcé la crédibilité.

3.3. La transposition militaire au champ citoyen : prudence

L'idée d'adapter l'Auftragstaktik à la participation citoyenne est stimulante, mais elle pose des questions. Les contextes comparés sont très différents :

- Dans l'armée, l'obéissance est une condition, et l'autonomie est encadrée par des années de formation et par une hiérarchie claire. Dans la participation citoyenne, l'adhésion est volontaire, les publics sont hétérogènes et les règles du jeu sont plus floues.
- Le modèle implique que le « commandant » (ici, l'État ou les élus) fixe les objectifs et que les « subordonnés » (les citoyens) proposent des solutions. Cette analogie pourrait reproduire une asymétrie de pouvoir : les citoyens restent cantonnés à l'exécution d'un mandat décidé d'en haut. Le cas du Conseil citoyen d'Ostbelgien montre qu'il est possible de déléguer l'agenda aux citoyens, mais cette expérience est encore jeune et s'inscrit dans un contexte spécifique (petite communauté homogène).
- L'essai cite des mouvements comme Extinction Rebellion pour montrer que la responsabilité collective et l'auto-organisation fonctionnent. Or, ces mouvements ont aussi connu des crises internes et des difficultés de gouvernance. Une analyse critique de ces limites aurait apporté un équilibre.

3.4. Des pratiques de veille citoyenne à consolider

Le guide et le rapport stratégique proposent un plan d'action ambitieux pour développer la veille citoyenne. Cependant :

- Les documents se concentrent sur la structuration et la gouvernance mais restent vagues sur la question de l'impact : comment mesurer l'efficacité d'une veille citoyenne ? Quels indicateurs utiliser (modifications des politiques, mobilisation des citoyens, amélioration de la confiance) ? Sans méthodologie d'évaluation, il est difficile d'affirmer que la veille aboutit à une transformation démocratique.
- La question des biais ou de la représentativité des collectifs de veille n'est que brièvement évoquée. Or, l'expérience des budgets participatifs et des jurys citoyens montre que les personnes qui s'impliquent sont souvent déjà engagées, laissant de côté les groupes marginalisés. Le rapport de veille mentionne la nécessité de « convaincre des citoyens de s'engager » et d'éviter l'exclusion des moins connectés, mais il ne propose pas de stratégies ciblées (ex. rémunération des participants, accompagnement social).
- La problématique de la neutralité est délicate : qui valide les informations collectées ? Comment éviter la capture du réseau par des intérêts partisans ? Le guide recommande l'élaboration d'une charte et d'une gouvernance partagée, mais il ne traite pas des cas où des informations sensibles pourraient être manipulées ou censurées (risque de « modération » par les plateformes ou d'intimidation politique).

4. Pistes d'approfondissement

1. **Évaluer empiriquement les dispositifs participatifs et de veille** : les textes gagneraient à intégrer des études de terrain (entretiens, données quantitatives) permettant de mesurer l'impact réel des jurys citoyens, des budgets participatifs ou des réseaux de veille sur la décision publique et l'émancipation des participants.
2. **Aborder la dimension socio-économique** : l'accès à l'information et la capacité à s'impliquer dépendent des conditions matérielles (revenus, temps disponible, niveau d'éducation). Une analyse intersectionnelle permettrait de comprendre comment ces facteurs modulent la participation et d'élaborer des politiques inclusives (ex. indemnisations, garderies, formations adaptées).
3. **Clarifier les liens entre information et action** : il serait intéressant de mobiliser des travaux de psychologie sociale sur la motivation collective, l'effet de la surcharge cognitive et la manière de concevoir des interfaces et des contenus qui facilitent la décision. Cela éviterait de croire que l'accès à l'information suffit pour agir.
4. **Préciser la gouvernance des communs informationnels** : les documents prônent l'open source et les biens communs mais n'analysent pas les dilemmes classiques (free riding, pérennité des contributions). Les expériences des communautés libres (Wikipédia, logiciels open source) pourraient offrir des leçons sur la gestion des conflits, la diversité des contributeurs et l'inclusion.
5. **Mieux articuler la critique de la surveillance et des plateformes** : la section sur la surveillance montre les dérives du panoptique numérique, mais le guide de veille et le rapport

stratégique encouragent l'utilisation d'outils en ligne sans véritable réflexion sur la dépendance à l'égard des grandes plateformes (Decidim, GitHub, réseaux sociaux). Un travail de veille citoyenne devrait s'interroger sur l'hébergement des données, la protection des contributions et la souveraineté numérique.

5. Conclusion

Le corpus propose une exploration riche et pluridisciplinaire des relations entre information, pouvoir et participation citoyenne. Il met en lumière le paradoxe contemporain : l'excès d'informations peut engendrer confusion, stress et désengagement, mais l'accès à une information pertinente et critique demeure le socle de toute action individuelle ou collective. L'ensemble des textes fournit des pistes concrètes pour développer des réseaux de veille et des dispositifs participatifs, s'appuyant sur l'ouverture des données et la confiance dans l'intelligence collective.

Cette vision est stimulante mais doit être nuancée. Les auteurs adoptent une posture normative en faveur de la participation et de la transparence, sans toujours analyser les conditions matérielles et symboliques de l'empouvoirement. La transposition d'un modèle militaire au champ citoyen est innovante, mais elle nécessite d'être contextualisée et critiquée pour éviter d'ignorer les rapports de pouvoir inhérents aux sociétés civiles. L'enjeu principal reste de trouver un équilibre entre la circulation abondante de l'information, l'éducation à son usage et la création d'espaces de participation véritablement inclusifs et efficaces.
